

No. 18.

AGREEMENT

RESPECTING THE

PRESERVATION OR THE RESTORATION
OF THE RIGHTS OF INDUSTRIAL PROPERTY
AFFECTED BY THE WORLD WAR.

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON :

PRINTED AND PUBLISHED BY
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses :
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C. 2, and
28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W. 1 ;
37, PETER STREET, MANCHESTER ;
1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF ;
23, FORTH STREET, EDINBURGH ;
or from E. PONSONBY, LTD., 118, GRAFTON STREET, DUBLIN.

1920.

AGREEMENT RESPECTING THE PRESERVATION
OR THE RESTORATION OF THE RIGHTS OF
INDUSTRIAL PROPERTY AFFECTED BY THE
WORLD WAR.

(Translation.)

Arrangement concernant la Conservation ou le Rétablissement des Droits de Propriété industrielle atteints par la Guerre mondiale.

Agreement respecting the Preservation or the Restoration of the Rights of Industrial Property affected by the World War.

LES Plénipotentiaires soussignés des Pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté le texte suivant destiné à garantir et à faciliter l'exercice normal des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale :

THE undersigned Plenipotentiaries of the countries members of the International Union for the Protection of Industrial Property, duly authorised by their respective Governments, have unanimously, and subject to ratification, adopted the following Agreement intended to guarantee and to facilitate the ordinary exercise of the rights of industrial property affected by the world war :—

ARTICLE 1^{er}.

Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la Convention internationale de Paris du 20 mars 1883, révisée à Washington en 1911, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention ou modèles d'utilité, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles, qui n'étaient pas encore expirés le 1^{er} août 1914 et ceux qui auraient pris naissance pendant la guerre ou auraient pu prendre naissance si la guerre n'avait pas eu lieu, seront prolongés par chacune des Hautes Parties contractantes en faveur des titulaires des droits reconnus par la Convention précitée, ou leurs ayants

ARTICLE 1.

The periods of priority provided for by Article 4 of the International Convention of Paris of the 20th March, 1883, revised at Washington in 1911, for the deposit of applications for patents or the registration of utility models, trade-marks, designs and models which had not yet expired on the 1st August, 1914, and those which would have been created during the war or which it would have been possible to create had the war not occurred, shall be extended by each of the High Contracting Parties in favour of the lawful holders of the rights recognised by the above-mentioned Convention, or

cause, jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

Toutefois, cette prolongation de délai ne portera pas atteinte aux droits de toute Haute Puissance contractante ou de toute personne qui seraient, de bonne foi, en possession, au moment de la mise en vigueur du présent Arrangement, de droits de propriété industrielle en opposition avec ceux demandés en revendiquant le délai de priorité. Elles conserveront la jouissance de leurs droits, soit personnellement, soit par tous agents ou titulaires de licence auxquels elles les auraient concédés avant la mise en vigueur du présent Arrangement, sans pouvoir, en aucune manière, être inquiétées ni poursuivies comme contrefacteurs.

ARTICLE 2.

Un délai d'une année à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux titulaires des droits reconnus par la Convention pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque État pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1^{er} août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite avant la guerre ou pendant sa durée.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut

their representatives, until the expiration of a period of six months from the coming into force of the present Agreement.

Nevertheless, this extension of period shall not prejudice the rights of any High Contracting Power or of any individual who, at the time of the coming into force of the present Agreement, may be possessed *bonâ fide* of rights of industrial property conflicting with those applied for when claiming the period of priority. They shall retain possession of their rights either personally or through all agents or holders of licence which may have been granted to them before the coming into force of the present Agreement without any liability to be disturbed or prosecuted as counterfeiters.

ARTICLE 2.

A period of one year from the coming into force of the present Agreement, without additional charge or penalty of any description, shall be allowed to the lawful holders of the rights recognised by the Convention in order to complete every act, to fulfil every formality, to pay every charge and generally to comply with every obligation prescribed by the laws and regulations of each State in order to preserve or to obtain the rights of industrial property already acquired on the 1st August, 1914, or which, had the war not occurred, it would have been able to acquire since that date, consequent on an application made before the war or in the course of its duration.

The industrial property rights which may have lapsed owing to the failure of accomplishment of

d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous réserve des droits que des tiers possèdent de bonne foi sur des brevets d'invention ou modèles d'utilité ou sur des dessins et modèles industriels.

ARTICLE 3.

La période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Arrangement n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou l'exploitation de dessins et modèles industriels; en outre, il est convenu qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin ou modèle industriel qui était encore en vigueur au 1^{er} août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation du seul chef de non-exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Arrangement.

ARTICLE 4.

Les dispositions du présent Arrangement ne comportent qu'un minimum de protection; elles n'empêchent pas de revendiquer l'application de prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant; elles laissent également subsister les accords plus favorables et non contraires que les Gouvernements des pays signataires auraient conclus ou concluraient entre eux sous forme de traités particuliers ou de clauses de réciprocité.

an act, of execution of a formality or of payment of a charge shall be restored in efficiency under reserve of the rights possessed by third parties *bonâ fide* in patents or utility models or in industrial designs or models.

ARTICLE 3.

The time included between the 1st August, 1914, and the date of the coming into force of the present Agreement shall not be reckoned in the period provided for the working of a patent or for the usage of trade-marks or for the working of industrial designs and models; moreover, it is agreed that any patent, trade-mark or industrial design or model which was actually in existence on the 1st August, 1914, shall not be liable to forfeiture or cancellation solely for failure to work or non-usage before the expiration of a period of two years from the coming into force of the present Agreement.

ARTICLE 4.

The provisions of the present Agreement only imply a minimum of protection; they do not prevent a claim to the application of more extensive measures which may be decreed by the domestic legislation of a contracting country; they also allow the existence of agreements more favourable and not inconsistent which the Governments of the signatory countries may have concluded or shall conclude between themselves in the shape of special treaties or reciprocity clauses.

ARTICLE 5.

Les dispositions du présent Arrangement n'affectent en rien les stipulations convenues entre les pays belligérants dans les Traités de Paix signés à Versailles le 28 juin 1919 et à Saint-Germain le 10 septembre 1919, pour autant que ces stipulations contiennent des réserves, des exceptions ou des restrictions.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Berne dans un délai maximum de trois mois. Il entrera en vigueur le jour même où le procès-verbal du dépôt des ratifications aura été dressé, entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié, et pour toute autre Puissance à la date du dépôt de sa ratification.

Les pays qui n'auront pas signé le présent Arrangement pourront y accéder sur leur demande. Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elle emportera, de plein droit et sans délai, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans le présent Arrangement.

Il aura la même force que la Convention générale et il sera mis hors d'effet, par simple décision d'une Conférence (article 14 de la Convention), lorsqu'il aura rempli son but transitoire.

Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à

ARTICLE 5.

The provisions of the present Agreement in no way affect the stipulations agreed to between the belligerent countries in the Treaties of Peace signed at Versailles on the 28th June, 1919, and at Saint-Germain on the 10th September, 1919, in so far as those stipulations may contain reserves, exceptions or restrictions.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Berne within a period of three months at most. It shall come into force as between the High Contracting Parties who shall have ratified it on the date when the *procès-verbal* of the deposit of ratifications shall be drawn up, and for any other Power on the date of the deposit of its ratification.

The countries which shall not have signed the present Agreement can adhere on making application. Such accession shall be notified in writing to the Government of the Swiss Confederation, and by the latter to all the others. It will entail, as a matter of right and without delay, adhesion to all the clauses and admission to all the advantages stipulated in the present Agreement.

It shall have the same force as the General Convention, and it will cease to be effective by simple resolution of a Conference (Article 14 of the Convention) when it shall have fulfilled its temporary object.

The present Agreement shall be signed in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation. A certified copy shall be forwarded by the latter

chacun des Gouvernements des
pays signataires.

to each of the Governments of
the signatory countries.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

Done at Berne, the 30th June,
1920.

Pour l'Allemagne :
KÖCHER.

✓ For Germany :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

✓ For France :
H. ALLIZÉ.

Pour les Pays-Bas :
VAN PANHUYS.

✓ For the Netherlands :
VAN PANHUYS.

Pour la Pologne :
J. PERLOWSKI.

✓ For Poland :
J. PERLOWSKI.

Pour le Portugal :
A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

✓ For Portugal :
A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.
(Sous la réserve in-
diquée au procès-
verbal.)

✓ For Sweden :
P. DE ADLERCREUTZ.
(Under the reserve
noted in the *procès-
verbal.*)

Pour la Suisse :
MOTTA.

✓ For Switzerland :
MOTTA.

Pour la Tchéco-Slovaquie :
DR. CYRILL DUČEK.

✓ For Czecho-Slovakia :
DR. CYRILL DUČEK.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

✓ For Tunis :
H. ALLIZÉ.

Procès-verbal de Signature.

Procès-verbal of Signature.

Les Plénipotentiaires sous-
signés, à ce dûment autorisés, se-
sont réunis ce jour à l'effet de
procéder à la signature de l'Ar-
rangement concernant la con-
servation ou le rétablissement des
droits de propriété industrielle
atteints par la guerre mondiale.

The undersigned Plenipoten-
tiaries, duly authorised thereto,
have assembled to-day with the
object of signing the Agreement
respecting the preservation or
the restoration of the rights of
industrial property affected by
the world war.

Avant la signature, ils ont pris
connaissance de la Déclaration
explicative suivante lue par M. le
Plénipotentiaire de la Suisse :

Before signing they have taken
cognizance of the following ex-
planatory Declaration read by
the Plenipotentiary of Switzer-
land:—

“ A la demande de plusieurs

“ At the request of several

Gouvernements adressée au Conseil fédéral suisse, il est constaté formellement que, comme celui-ci l'a exposé dans sa note du 29 mai 1920, la date du premier échange des ratifications sera considérée pour tous les pays adhérents au présent Arrangement ou qui y adhéreront dans l'avenir, comme le point de départ des divers délais qui y sont prévus."

M. le Plénipotentiaire de la Suède a lu ensuite la Déclaration suivante :

"La Suède adhère au présent Arrangement seulement en ce qui concerne les brevets d'invention et les modèles d'utilité, à l'exclusion des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels, et cela sous les restrictions suivantes :

"1. D'après la législation en vigueur en Suède, laquelle ne peut être modifiée sans le concours du Parlement, le délai de priorité dont il est question à l'article premier du présent Arrangement, expire le 30 juin 1920.

"2. Conformément à une loi suédoise qui vient d'être adoptée, la demande tendant à ce qu'une demande de brevet d'invention qui aura été frappée de déchéance ou rejetée, soit examinée à nouveau, devra être déposée avant le 1^{er} janvier 1921 ou, lorsque la Déclaration de déchéance ou de rejet interviendra après le 30 juin 1920, dans les six mois qui suivront la décision.

"D'après la même loi, la demande tendant à la restauration d'un brevet d'invention

Governments addressed to the Swiss Federal Council, it is formally put on record that, as the latter has explained in its note of the 29th May, 1920, the date of the first exchange of ratifications will be considered for all the countries adhering to the present Agreement or which will adhere in the future as the starting point of the various periods provided for therein."

The Plenipotentiary of Sweden afterwards read the following Declaration :—

"Sweden adheres to the present Agreement only as regards patents and utility models, to the exclusion of trade-marks and industrial designs and models, and that under the following restrictions :

"1. According to existing legislation in Sweden, which cannot be altered without the consent of Parliament, the period of priority referred to in the first article of the present Agreement expires on the 30th June, 1920.

"2. In accordance with a Swedish law which is about to be adopted, the request that, as regards an application for a patent which shall have been forfeited or rejected, it may be re-examined, should be deposited before the 1st January, 1921, or, when the declaration of forfeiture or of rejection intervenes after the 30th June, 1920, within six months after the decision.

"According to the same law, the request with a view to the restoration of a patent should

devra être déposée avant le 1^{er} janvier 1921.

“Toutefois, il est prévu que, par une mesure générale, ces délais pourront être prorogés de six mois.”

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent procès-verbal.

Fait à Berne, le 30 juin 1920.

Pour l'Allemagne :

KÖCHER.

Pour la France :

H. ALLIZÉ.

Pour les Pays-Bas :

VAN PANHUYS.

Pour la Pologne :

J. PERŁOWSKI.

Pour le Portugal :

A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

Pour la Suède :

P. DE ADLERCREUTZ.

Pour la Suisse :

MOTTA.

Pour la Tchéco-Slovaquie :

DR. CYRILL DUČEK.

Pour la Tunisie :

H. ALLIZÉ.

be deposited before the 1st January, 1921.

“Nevertheless, it is provided that, by a general measure, these periods can be prolonged for six months.”

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have adopted the present *procès-verbal*.

Done at Berne, the 30th June, 1920.

For Germany :

KÖCHER.

For France :

H. ALLIZÉ.

For the Netherlands :

VAN PANHUYS.

For Poland :

J. PERŁOWSKI.

For Portugal :

A. M. BARTHOLOMEU
FERREIRA.

For Sweden :

P. DE ADLERCREUTZ.

For Switzerland :

MOTTA.

For Czecho-Slovakia :

DR. CYRILL DUČEK.

For Tunis :

H. ALLIZÉ.

Procès-verbal du Dépôt de Ratifications de l'Arrangement, signé à, Berne le 30 Juin 1920, concernant la Conservation ou le Rétablissement des Droits de Propriété industrielle atteints par la Guerre mondiale.

In execution of the Arrangement concerning the conservation or the reestablishment of the rights of pro-

Procès-verbal of the Deposit of Ratifications of the Agreement, signed at Berne on June 30, 1920, respecting the Preservation or the Restoration of the Rights of Industrial Property affected by the World War.

In execution of the Agreement respecting the preservation or the restoration of the rights of in-

priété industrielle atteints par la guerre mondiale, signé à Berne le 30 juin 1920, et ensuite de l'invitation adressée à cet effet par note du 11 septembre 1920 du Conseil fédéral suisse aux Gouvernements des Hautes Parties signataires, les soussignés, à ce dûment autorisés, se sont réunis aujourd'hui au Palais fédéral, à Berne, pour procéder à l'examen et au dépôt des actes de ratification de leurs Gouvernements respectifs sur l'Arrangement précité.

Les instruments de ces actes ont été produits et, reconnus en bonne et due forme, ont été remis entre les mains du représentant du Gouvernement suisse pour être déposés dans les archives de la Confédération.

L'acte de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède fait mention des deux réserves dont le texte figure au Procès-verbal de signature du 30 juin 1920.

Il est constaté, en outre, que, d'après la Déclaration explicative lue par M. le Plénipotentiaire de la Suisse lors de la signature de l'Arrangement et inscrite au Procès-verbal du 30 juin 1920, c'est la date de ce premier échange des ratifications, soit le 30 septembre 1920, qui sera considérée par tous les pays qui participent à l'Arrangement ou qui y adhéreront à l'avenir comme le point de départ des délais prévus aux articles 1^{er} à 3.

Enfin, les soussignés constatent que, d'après les documents qui leur sont présentés par le représentant du Gouvernement suisse, les accessions des pays suivants ont été notifiées au Conseil fédéral suisse dans l'intervalle entre la

dustrial property affected by the world war, signed at Berne on the 30th June, 1920, and following on the invitation addressed to this effect by the note of the 11th September, 1920, from the Swiss Federal Council to the Governments of the High Signatories, the undersigned duly authorised thereto, have assembled to-day at the Federal Palace at Berne in order to proceed to the examination and to the deposit of the acts of ratification of the aforesaid Agreement by their respective Governments.

The instruments of these acts have been produced, and being recognised as in good and due form have been handed to the representative of the Swiss Government in order to be deposited in the archives of the Confederation.

The act of ratification of His Majesty the King of Sweden mentions the two reserves, the text of which appears in the *procès-verbal* of signature of the 30th June, 1920.

Moreover, it is established that, according to the explanatory declaration read by the plenipotentiary of Switzerland at the signature of the Agreement, and inserted in the *procès-verbal* of the 30th June, 1920, the date of the first exchange of ratifications, that is, the 30th September, 1920, shall be considered for all the countries which take part in the Agreement or which will adhere to it in the future as the starting point of the periods provided for in Articles 1 to 3.

Finally, the undersigned confirm that, according to the documents presented to them by the representative of the Swiss Government, the accessions of the following countries have been notified to the Swiss Federal

signature de l'Arrangement et ce jour :

Maroc (Territoire du Protectorat français), le 10 juillet, par note de l'Ambassade de France, à Berne.

Grande-Bretagne, le 31 août, par note de la Légation britannique, à Berne.

Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté britannique subordonne son accession à la réserve suivante :

“ Les délais extensifs prévus par les articles 1^{er} et 2 de l'Arrangement expireront, en ce qui concerne le Royaume-Uni, le 10 janvier 1921.”

Ledit Gouvernement se réserve la faculté d'adhérer ultérieurement à l'Arrangement pour les possessions britanniques d'outremer qui ont signé la Convention d'Union révisée de 1900 (Paris-Bruxelles) ou celle de 1911 (Paris-Bruxelles-Washington).

En conséquence, l'Arrangement susmentionné est entré en vigueur ce jour entre les États suivants : Allemagne, France, Grande-Bretagne (sous la réserve transcrite ci-dessus), Maroc (Territoire du Protectorat français), Pologne, Suède (sous les deux réserves mentionnées ci-dessus), Suisse et Tunisie.

Les Gouvernements des États ci-après ne sont pas encore en mesure de déposer leur ratification : Pays-Bas, Portugal, Tchécoslovaquie.

En foi de quoi a été dressé le présent Procès-verbal, qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont une

Council in the interval between the signature of the Agreement and to-day :—

Morocco (territory of the French Protectorate), the 10th July, by note from the French Embassy at Berne.

Great Britain, the 31st August, by note from the British Legation at Berne.

The Government of His Britannic Majesty, however, qualifies its accession by the following reserve :—

“ The extended periods provided for by articles 1 and 2 of the Agreement will terminate, as regards the United Kingdom, on the 10th January, 1921.”

The said Government reserves to itself the power of adhering subsequently to the Agreement on behalf of the British Possessions oversea which have signed the revised Union Convention of 1900 (Paris-Brussels) or that of 1911 (Paris-Brussels-Washington).

Consequently, the above-mentioned Agreement comes into force to-day between the following States : Germany, France, Great Britain (under the reserve cited above), Morocco (territory of the French Protectorate), Poland, Sweden (under the two reserves above mentioned), Switzerland and Tunisia.

The Governments of the following States are not yet in a position to deposit their ratifications : the Netherlands, Portugal, Czecho-Slovakia.

In witness whereof the present *procès-verbal* has been drawn up, which will be deposited in the archives of the Swiss Confedera-

copie certifiée conforme sera remise par le Gouvernement de ce pays aux Gouvernements des autres pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.

tion and of which a certified copy will be forwarded by the Government of that country to the Governments of the other countries members of the International Union for the Protection of Industrial Property.

Fait à Berne, le 30 septembre 1920.

Done at Berne, the 30th September, 1920.

Pour l'Allemagne :
KÖCHER.

For Germany :
KÖCHER.

Pour la France :
H. ALLIZÉ.

For France :
H. ALLIZÉ.

Pour la Pologne :
J. DE MODZELEWSKI.

For Poland :
J. DE MODZELEWSKI.

Pour la Suède :
P. DE ADLERCREUTZ.

For Sweden :
P. DE ADLERCREUTZ.

Pour la Suisse :
MOTTA.

For Switzerland :
MOTTA.

Pour la Tunisie :
H. ALLIZÉ.

For Tunis :
H. ALLIZE.